



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Normandie**

**Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche  
1 rue du Recteur Daure  
CS 60040  
14070 CAEN**

CAEN, le 18/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AGRIAL**

4 rue des Roquemonts  
14050  
14000 Caen

Références : 2023.581

Code AIOT : 0005302929

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/08/2023 dans l'établissement AGRIAL implanté La Hogue 14540 Bourguébus. L'inspection a été annoncée le 17/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGRIAL
- La Hogue 14540 Bourguébus
- Code AIOT : 0005302929
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement exploité par la société AGRIAL sur la commune de Bourguébus est spécialisé dans la collecte, le stockage et le séchage de céréales. Il comprend trois silos de stockage de céréales (orge, colza et blé) d'une capacité totale de 40 000 tonnes ainsi qu'un séchoir et des installations de manutention, pesage et chargement.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- formation, consignes ainsi que contrôles et suivi des équipements de sécurité ;
- lutte contre l'incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle            | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 7  | Protection contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 16.9 | /                                                                                                          | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 4 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                        | Référence réglementaire                      | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------------------------|----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Culture de sécurité                      | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3  | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 2  | Conditions de fonctionnement             | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4  | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 3  | Maintenance                              | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4  | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 4  | Entretien de l'installation              | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 5  | Qualification d'équipement               | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 6  | Equipements à l'origine de départ de feu | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9  | /                                                                                                          | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de l'inspection sur la thématique « lutte contre l'incendie » sont de nature à entraîner la proposition d'un arrêté préfectoral de mise en demeure par l'inspection des installations classées. Les ressources en eaux disponibles sur le site de Bourguébus ne correspondent pas aux dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de cet établissement.

La régularisation de la situation passera soit par le dépôt d'un dossier de demande de modification

de l'arrêté préfectoral avec l'ensemble des arguments techniques justifiant la suffisance du nouveau volume d'eau disponible sur site, soit par la remise en conformité du site par rapport aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Culture de sécurité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.<br><br>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitation est réalisée sous la surveillance du responsable de site du silo de Bourguébus.<br><br>Le bilan individuel de ce salarié, comprenant la liste des formations suivies par celui-ci, a été consulté et l'inspection a pu constater que ce salarié est titulaire du certificat de qualification professionnelle (CQG) : Agent de silo. Ce CQP forme notamment aux caractéristiques des silos et aux questions de sécurité.<br><br>De plus, le 31 août 2023, l'inspection a pu consulter une attestation de présence à une "formation procédures d'urgence et auto-échauffement" à laquelle le responsable de site a participé le 16 août 2023. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

### N° 2 : Conditions de fonctionnement

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Constats :</b><br>Le 31 août 2023, l'inspection a consulté par sondage les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation du site de Bourguébus. Celles-ci font partie du document "Cahier de bord Silo 2023/2024" et comportent notamment les contrôles à effectuer en marche normale de l'installation ainsi que les consignes en cas d'incident/accident. Ce cahier de bord est décliné sur chaque site de la société AGRIAL en France.<br><br>L'inspection a notamment consulté la consigne utilisée en cas d'incendie dans un séchoir ainsi qu'une fiche incident concernant la lutte contre les pollutions accidentelles qui prévoit |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| l'isolement du site en cas de déversement accidentel.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Par ailleurs, l'exploitant a précisé que, concernant les opérations de redémarrage de l'installation suite à un arrêt pour travaux de modification ou concernant les opérations d'entretien des installations et de remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident, ces opérations seraient réalisées par une équipe Maintenance du siège et ne seraient pas gérées en "local". |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

#### N° 3 : Maintenance

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Constats :</b><br>Le 31 août 2023, l'inspection a pu consulter la "procédure permis de feu" n° SECU 08 en date du 27/04/2023. Il s'agit d'une procédure nationale, commune à tous les sites de la société AGRIAL en France.<br><br>Cette procédure précise que le permis de feu doit contenir "[...] Les mesures de prévention avant, pendant et après le travail à effectuer. Une attention particulière est apportée au nettoyage préalable de la zone de travaux et à la ronde de surveillance au minimum 2h après la fin des travaux".<br><br>L'inspection a également consulté le modèle de formulaire "Permis de feu" dans sa version 7 en date du 21/03/2019 ainsi que les deux derniers "permis de feu" délivrés les 9 et 15 mai 2023 pour des travaux de serrurerie. Ces formulaires comportent bien une partie confirmant la réalisation par le personnel du site d'une ronde 2h après la fin des travaux. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

#### N° 4 : Entretien de l'installation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]                                                                                                                                                        |
| <b>Constats :</b><br>Le site de Bourguébus est équipé d'un système de dépoussiérage centralisé et de transport des produits conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ce système comporte un filtre unique pour l'ensemble du système.<br><br>Le 31 août 2023, l'inspection a contrôlé par sondage l'installation et a pu constater la présence de capteurs de poussière situés aux emplacements susceptibles de produire le plus de poussière |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| (nettoyeur, têtes d'élévateurs, têtes et pieds des transporteurs à chaîne, etc.). L'installation est également équipée de dispositifs de sécurité asservis au fonctionnement de l'installation (capteurs de déport de bande, capteur de niveau du filtre du système de dépoussiérage, etc.). Un défaut sur l'un de ces dispositifs ferait l'objet d'une alarme avec report de celle-ci en salle de contrôle de l'installation et d'un arrêt automatique de l'installation. Ces équipements font l'objet d'un entretien annuel en amont de la moisson. Le rapport de vérification pré-moisson de l'année 2023 en date du 13 juin 2023 a été contrôlé par l'inspection. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

#### N° 5 : Qualification d'équipement

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Transporteurs à bande                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Constats :</b><br>Le site de Bourguébus dispose de deux transporteurs à bandes et de douze transporteurs à chaînes.<br><br>Le 31 août 2023, l'inspection a pu constater que les bandes transporteuses utilisées à Bourguébus ont été fabriquées par la société Transco et que l'exploitant dispose d'un certificat de conformité datant du 27 janvier 2003 précisant leurs conformités à la norme NF EN 20340 (résistance à la flamme).<br><br>Par ailleurs, ces bandes font l'objet d'un contrôle visuel lors de la vérification annuelle pré-moisson. Le rapport de l'année 2023 a été contrôlé par l'inspection. Celui-ci ne fait apparaître aucun défaut sur ces bandes. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

#### N° 6 : Équipements à l'origine de départ de feu

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :<br>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;<br>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;<br>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...] |
| <b>Constats :</b><br>Le 31 août 2023, l'inspection a contrôlé le rapport annuel (réf. n° 23208879 du 13/06/2023) réalisé par la société APAVE sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

statique et des courants vagabonds. Ce rapport ne faisait pas état de non-conformité ou autre anomalie.

Concernant l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé, l'inspection a pu consulter par sondage les rapports de vérification des installations électriques de 2022 (réf. n° 1844150-002-1 du 01/06/2022) et de 2023 (réf. n° 1844150-003-1 du 17/05/2023) réalisés par la société APAVE.

Le rapport de l'année 2023 fait état de trois observations. Le suivi des remises en conformité est effectué directement dans les rapports de vérification. Le 31 août 2023, l'inspection a contrôlé la remise en conformité d'une de ces observations (remplacement d'un dispositif de différentiel au niveau du tableau basse tension dans le bâtiment bureaux).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 7 : Protection contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 16.9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ressources en eau

**Prescription contrôlée :**

L'établissement doit disposer en toutes circonstances de ressources en eaux suffisantes pour assurer un potentiel hydraulique de 720 m<sup>3</sup> utilisables sur deux heures.

Ces ressources doivent demeurer en permanence facilement accessibles et être aménagées en vue de permettre le branchement des moyens de lutte contre l'incendie utilisables par l'exploitant ou les services de secours extérieurs.

Les réserves constituées contre l'incendie doivent être conformes aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

**Constats :**

Le site de Bourguébus ne dispose pas des ressources en eaux prévues dans son arrêté préfectoral d'autorisation pour la lutte contre l'incendie (à savoir : un potentiel hydraulique de 720 m<sup>3</sup> utilisables sur deux heures).

Le 31 août 2023, l'exploitant a indiqué uniquement disposer des réserves incendie suivantes : deux cuves métalliques (1 cuve de 90 m<sup>3</sup> et 1 de 30 m<sup>3</sup>) disposant chacune d'un raccord pompier. L'exploitant a également précisé qu'un poteau incendie situé sur la voie publique à 200 mètres du site aurait un débit de 40 m<sup>3</sup>/h.

La société AGRIAL indique être en contact avec le SDIS (Service départemental d'incendie et de secours) du Calvados et prévoir le remplacement de ces cuves métalliques par une bâche souple de 120 m<sup>3</sup> d'ici la fin d'année 2023.

**Observations :** L'exploitant devra se mettre en conformité vis-à-vis des exigences de l'article 16.9 de son arrêté préfectoral d'autorisation, ou déposer auprès de la préfecture du Calvados une demande de modification des dispositions de cet arrêté.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 4 mois